

MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF
(PROGRAMME 05 - FAMILLE)

ETUDE DES CREDITS
1995-1996

ÉTUDE DES CRÉDITS

1995-1996

PROGRAMME 05 - FAMILLE

Identification	Numéro	Titre
Programme	05	Famille
Élément	01	Secrétariat à la famille
Responsable	Jean-Louis Bazin	

MANDAT**La ministre responsable de la Famille**

La ministre responsable de la Famille a le mandat de préparer une politique gouvernementale globale à l'égard des familles québécoises, d'assurer sa mise en oeuvre et de voir à l'intégration de la dimension familiale dans les politiques des divers ministères et services gouvernementaux. Elle a également le mandat de faciliter la participation de tous les secteurs de la société au soutien des familles.

La ministre dirige le Secrétariat à la famille et est chargée de l'application de la Loi sur le Conseil de la famille.

Le Secrétariat à la famille

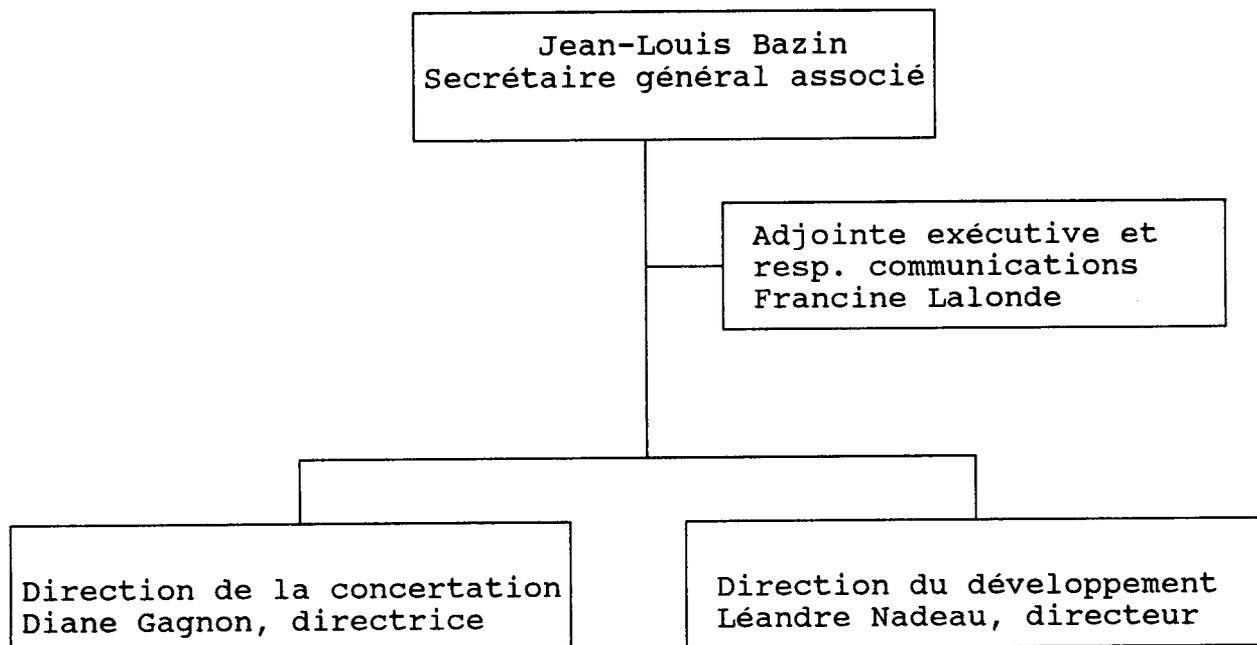
Créé pour travailler au mieux-être des familles québécoises, le Secrétariat à la famille a la responsabilité d'élaborer la politique familiale et de susciter une action concertée à l'égard des familles. Il est chargé de fournir à la ministre le soutien administratif et technique nécessaire à la réalisation de son mandat. Il est composé de deux directions, celle du développement et celle de la concertation.

Son mandat

Le mandat du Secrétariat à la famille consiste à analyser l'évolution des conditions socio-économiques des familles et à identifier leurs besoins. Il propose des orientations et des programmes pour secourir les parents et faire une meilleure place aux enfants. Il élabore également le plan d'action en matière familiale et en assure l'implantation et le suivi. Le Secrétariat coordonne les actions des ministères et des organismes en matière familiale en plus de travailler avec les organismes familiaux, les municipalités et les autres partenaires concernés, de façon à développer une approche et des actions concertées à l'égard des familles. Enfin, il fait la promotion de la famille et de la politique familiale.

ORGANISATION

. Organigramme

SECRETARIAT À LA FAMILLE

. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	0	0
Cadres supérieurs	2	2	0	0
Cadres intermédiaires				
Professionnels	8	10	(2)	(20)
Techniciens				
Personnel de bureau	5	5	0	0
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	16	18	(2)	(11,1)
Effectif total autorisé	16	18	(2)	(11,1)

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 05
 ÉLÉMENT: 01
 RESPONSABLE: Jean-Louis Bazin

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	895,7	975,2	(79,5)	(8,2)
Fonctionnement-autres dépenses	373,5	386,4	(12,9)	(3,0)
Capital-autres dépenses	2,0	2,0	0	0
Transfert	225,0	1 105,7	(880,7)	(79,7)
Prêts, placements et avances	0	0	0	0
TOTAL	1 496,2	2 469,3	(973,1)	(39,4)
Effectif régulier autorisé	16	18		(11,1)
Effectif total autorisé	16	18		(11,1)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	895,7	975,2	(79,5)	(8,2)
Fonctionnement- autres dépenses	373,5	386,4	(12,9)	(3,0)
Capital	2,0	2,0	0	0
Transfert	225,0	1 105,7	(880,7)	(79,7)
Prêts, placements et avances	0	0	0	0
TOTAL	1 496,2	2 469,3	(973,1)	(39,4)

. Explication des écarts par supercatégorie

1. Fonctionnement - personnel et fonctionnement - autres dépenses: compressions budgétaires récurrentes 1994-1995 et 1995-1996, lesquelles comprennent une compression d'effectifs.
2. Transfert: fin des activités du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille

Identification	Numéro	Titre
Programme	05	Famille
Élément	02	Conseil de la famille
Responsable	M. Bernard Fortin, président	

MANDAT**1. L'organisme**

Le Conseil de la famille est un organisme créé en vertu d'une loi constitutive sanctionnée le 1^{er} juin 1988 et mise en vigueur le 28 septembre 1988. Depuis septembre 1994, le Conseil est placé sous la responsabilité de la ministre déléguée à l'Administration, présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de la Famille, Mme Pauline Marois.

Constitué sur la base de la reconnaissance par l'État de l'importance de la famille et du rôle des parents, le Conseil de la famille représente la manifestation de la volonté du gouvernement du Québec de favoriser l'expression des familles et de leurs représentants ainsi que celle des milieux et des institutions concernés par les questions familiales.

2. Le mandat du Conseil

Le mandat principal du Conseil de la famille consiste à conseiller la Ministre sur toute question d'intérêt familial. Organisme d'étude, de recherche et de consultation, il veut être attentif aux besoins des familles pour rendre compte au gouvernement de la réalité vécue par les familles québécoises au moment de la révision, de l'élaboration ou de l'adoption d'une politique ou de programmes qui ont des incidences sur la famille.

Son champ de préoccupation est large et couvre tous les secteurs où la vie familiale se manifeste. Il adopte une vision horizontale de la réalité familiale pour permettre l'amélioration de la qualité de vie des familles, du soutien aux parents dans leurs responsabilités et pour favoriser la réalisation du désir d'enfants.

Le Conseil doit rallier les autres responsables sociaux du support aux parents que sont les milieux municipaux et scolaires ainsi que le monde du travail.

Dans le cadre de ses fonctions, le Conseil peut :

- 1° recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur toute question d'intérêt familial et faire rapport à la Ministre;
- 2° saisir la Ministre, sous forme d'avis, de toute question d'intérêt familial qui mérite l'attention ou une action du gouvernement et lui soumettre ses recommandations;
- 3° après consultation de la Ministre, effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions;
- 4° fournir de l'information au public sur toute question d'intérêt familial.

Il doit aussi donner son avis à la Ministre sur toute question ou projet d'intérêt familial qu'elle lui soumet. Tous les Avis du Conseil sont transmis à la Ministre qui doit les rendre publics dans un délai d'au plus 60 jours. Il peut former des comités pour l'étude de questions particulières et s'adjoindre, s'il y a lieu, des collaborateurs de l'extérieur.

Le Conseil doit se réunir au moins huit fois par année.

MANDAT

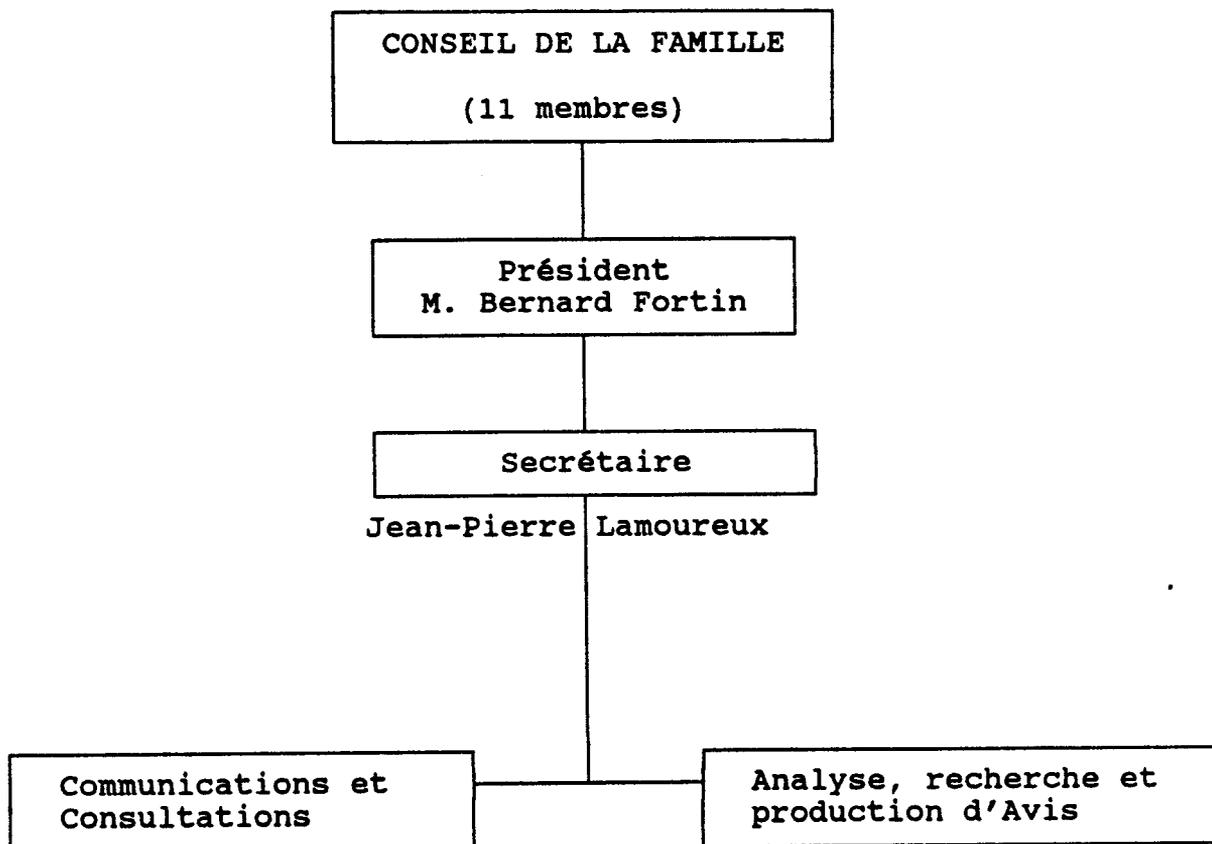
3. Les membres du Conseil

Le Conseil de la famille est formé de onze membres provenant de divers milieux socio-économiques. Ils sont nommés par le gouvernement sur la recommandation de la Ministre, après consultation des associations et des groupes familiaux et auprès des milieux et des institutions concernés par l'intérêt familial.

La durée du mandat des membres du Conseil est de trois ans, celle du président de cinq ans. Leur mandat ne peut être renouvelé, consécutivement, qu'une seule fois.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	0	0		
Cadres supérieurs	1	1		
Cadres intermédiaires				
Professionnels	3	4	(1)	(25)
Techniciens	1	1		
Personnel de bureau	2	2		
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	7	8	(1)	(12,5)
Effectif total autorisé	7	8	(1)	(12,5)

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 05 Famille
 ÉLÉMENT: 02 Conseil de la famille
 RESPONSABLE: M. Bernard Fortin

Supercatégorie	Crédits 1995-1996	Crédits 1994-1995	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	424,3	480,0	(55,7)	(11,6)
Fonctionnement-autres dépenses	113,9	113,9	0	0
Capital-autres dépenses	2,0	2,0	0	0
Transfert	0	0	0	0
Prêts, placements et avances	0	0	0	0
TOTAL	540,2	595,9	(55,7)	(9,3)
Effectif régulier autorisé	7	8	(1)	(12,5)
Effectif total autorisé	7	8	(1)	(12,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	424,3	480,0	(55,7)	11
Fonctionnement-autres dépenses	113,9	113,9	0	0
Capital	2,0	2,0	0	0
Transfert				
Prêts, placements et avances				
TOTAL	540,2	595,9	(55,7)	-9

. Explication des écarts par supercatégorie

Diminution d'un ETC à la suite des compressions budgétaires 1995-1996.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996**

PROGRAMME 05 - FAMILLE

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle
I N D E X

QUESTIONS GÉNÉRALES

RÉPONSES

- | | |
|---|----------|
| 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire. | Annexe 1 |
| 2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994. | Annexe 2 |
| 3- Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 1994 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres. | Annexe 3 |
| 4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
- la ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépenses. | Annexe 4 |
| 5- Liste des contrats de moins de 25 000,00 (incluant les sondages,
6- les études ainsi que les contrats des firmes de communications,
7- de recherches ou de relations publiques en indiquant :
15-
- le nom du professionnel(le) ou de la firme;
- l'objet;
- le coût. | Annexe 5 |
| 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1 ^{er} avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. | Aucun |

- 9- Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes : Annexe 6
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.
- 10- Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-1995 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations? Aucune
- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?
- 11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Annexe 7
- 12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme : Annexe 8
- a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances total pris par le personnel.

- 13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 : Annexe 9
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi;
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.
- 14- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles : Aucune
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - la durée et la copie du bail.
- 16- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995 en indiquant : Aucun
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c) pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
- 17- a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu : Aucun
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- Annexe 10
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.
- 19- Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget
22- discrétionnaire du ministre et du ministère en indiquant :
- Aucune
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le coût.
- 20- Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1994-1995.
- Annexe 11
- 21- La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.
- N/A
- 23- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.
- N/A
- 24- Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté :
- Annexe 12
- nature du travail;
 - mode de rémunération;
 - durée de l'assignation;
 - dépenses encourues et leur nature.
- 25- Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique :
- N/A
- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jour par employé prévu.

- 26- La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : N/A
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
- 27- La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : N/A
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
- 28- Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'État) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied : N/A
- salaire;
 - date du changement;
 - primes de séparation;
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle.

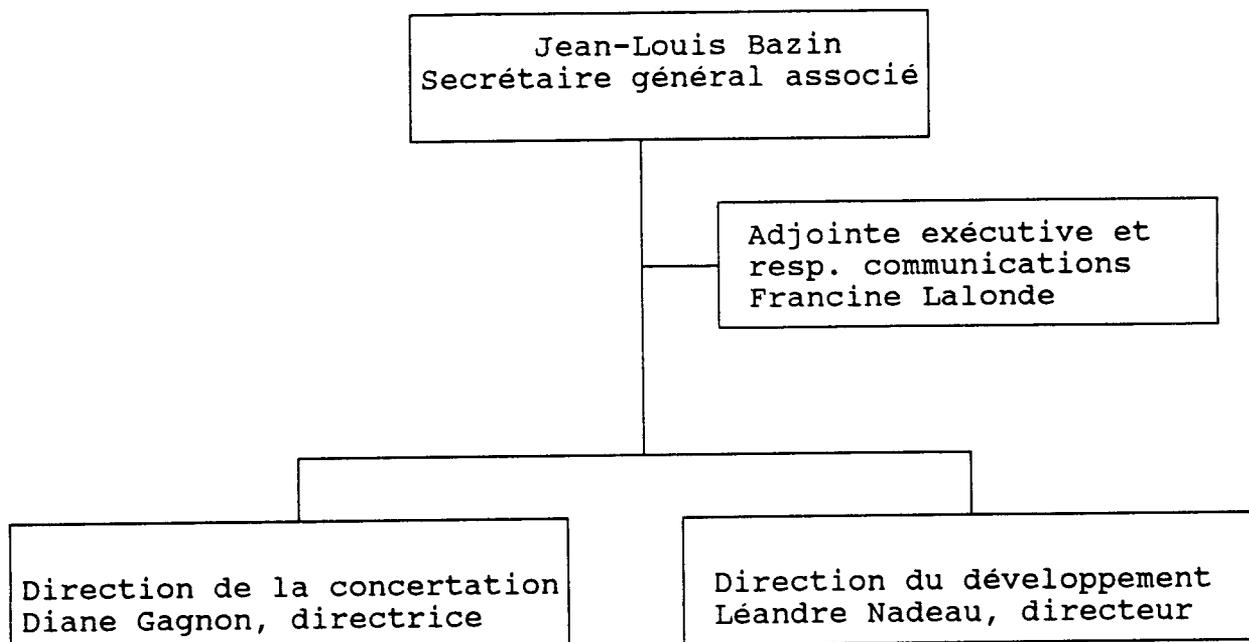
Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

RÉPONSE : Voir document joint.

ORGANISATION

. Organigramme

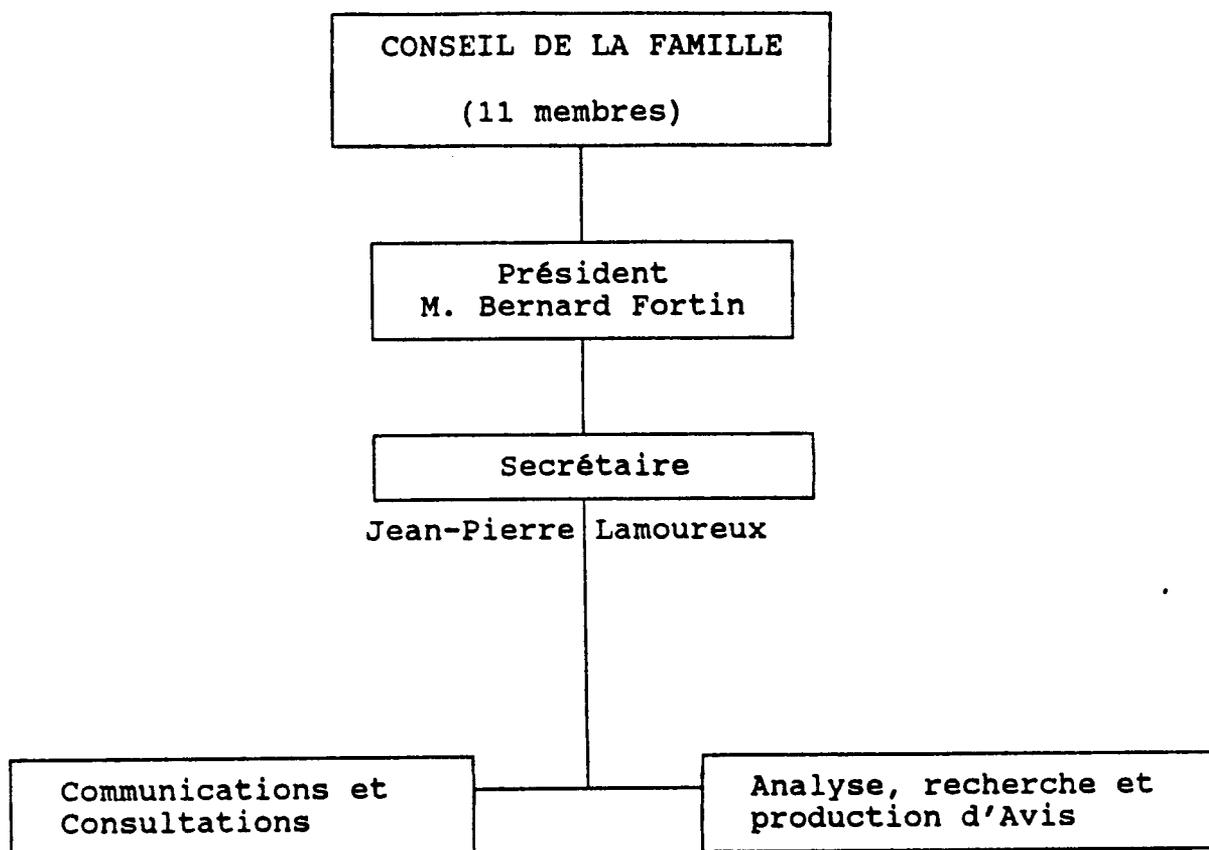
SECRETARIAT À LA FAMILLE

. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	0	0
Cadres supérieurs	2	2	0	0
Cadres intermédiaires				
Professionnels	8	10	(2)	(20)
Techniciens				
Personnel de bureau	5	5	0	0
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	16	18	(2)	(11,1)
Effectif total autorisé	16	18	(2)	(11,1)

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1995-1996	1994-1995	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	0	0		
Cadres supérieurs	1	1		
Cadres intermédiaires				
Professionnels	3	4	(1)	(25)
Techniciens	1	1		
Personnel de bureau	2	2		
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	7	8	(1)	(12,5)
Effectif total autorisé	7	8	(1)	(12,5)

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994.

RÉPONSE : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PUBLICATIONS

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 01 - Secrétariat à la famille

TITRE	TIRAGE	COÛTS	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
Carnet de famille	8 000 5 000 5 000	2 360 \$ 1 971 \$ 2 042 \$	Imprimerie Vitray Imprimerie Le Renouveau	Organismes publics et privés, grand public
Familles québécoises, aide financière en 1995	14 000 12 000	1 953 \$ 2 114 \$	Imprimerie Piché Imprimerie Idéale	Communication-Québec, grand public
C'est à ton tour	21 300	10 000 \$	Imprimerie Canada	Organismes publics et privés, grand public
Etre père : une belle aventure!	24 500	500 \$	Impressions Piché	Organismes publics et privés, grand public
Répertoire des personnes-ressources et des principaux organismes - secteur familial	1 000	nil	Fonds de reprographie	Organismes publics et privés
Les familles au Québec, principales statistiques	10 000	2 822 \$	Imprimerie Renaissance	Organismes publics et privés, grand public

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05 Familles

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 02 Conseil de la famille

TITRE	TIRAGE	COÛTS	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
<u>Si familles m'étaient contées</u>				
- Vol. 5, no 3	8 500	3 074 \$	Le Renouveau inc.	Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
- Vol. 6, no 1 (automne 1994)	8 500	3 275 \$	Le Renouveau inc.	Mêmes listes
- Vol. 6 no 2 (printemps 1995)	8 500		Imprimerie Idéale	Mêmes listes
- Rapport annuel 1993-1994	1 800	1 900 \$	Les publications du Québec	Listes gouvernementales, organismes familiaux et particuliers intéressés aux questions familiales
- <u>Avis La famille composée... autrement</u>	4 000	6 958 \$	Les impressions Piché	Mêmes listes que ci-dessus
- <u>Brochure L'art de mieux vivre une recomposition familiale</u>	40 000	7 500 \$ (7 000 \$ (7 000 \$	Imp. La renaissance Secrétariat à la famille) Banque Nationale du Canada)	Mêmes listes que ci-dessus plus les réseaux des CLSC, des organismes familiaux et de la BNC
- <u>Avis La perception des pensions alimentaires</u>	500		Photocopies	Listes gouvernementales, organismes familiaux et quelques famticuliers

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1994 :
- endroit et dates du départ et du retour;
 - but du voyage;
 - personnes rencontrées;
 - coût;
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - bilan et résultat des rencontres.

RÉPONSE : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 01 - Secrétariat à la famille

VOYAGE (but, endroit, date)	COÛT	PARTICIPANTS (noms et fonctions)
Participation au Comité de direction de l'Union internationale des organismes familiaux Participation au Conseil général de l'Union internationale des organismes familiaux Clôture de l'Année internationale de la famille au Palais l'Élysée Lieu : Paris Date : Du 12 au 17 décembre 1994	2 680,30 \$*	Jean-Louis Bazin Secrétaire à la famille Nicole Stafford Directrice du cabinet de la ministre responsable de la Famille • Ne comprend pas les billets d'avion

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05 Famille

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 02 Conseil de la famille

VOYAGE (but, endroit, date)	COÛT	PARTICIPANTS (noms et fonctions)
Les 20, 21 et 22 octobre 1994, à Banff Réunion du Conseil d'administration de l'Institut Vanier de la famille.	Aucun frais au Conseil de la famille	M. Bernard Fortin, président

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
 - la ventilation des dépenses par type de média;
 - les noms des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépense.

RÉPONSE : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 01 - Secrétariat à la famille

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ PAR TYPE DE MÉDIA	SOMMES DÉPENSÉES 1994-1995	PRÉVISIONS POUR 1995-1996
Placements médias dans la presse écrite - Cahier spécial «Année internationale de la famille» Québecor, juin 1994 - Diffusion de chroniques dans les hebdos, printemps-été 1994 - Cahier spécial du «Devoir» sur la conciliation travail-famille, décembre 1994	9 643,20	2 000

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 5- Liste des contrats de moins de 25 000,00 (incluant les sondages, les
6- études ainsi que les contrats des firmes de communications, de
7- recherches ou de relations publiques en indiquant :
15-

- le nom du professionnel(le) ou de la firme;
- l'objet;
- le coût.

RÉPONSE : Voir documents joints.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES

LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : 01 - Secrétariat à la famille

P. 1

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FİRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et des services sociaux	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00
Association des propriétaires de garderies du Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	575,00
Comité québécois de l'Union internationale des organismes familiaux	Participer aux conférences de Tunis et Paris organisées par l'UIOF du 8 au 16 décembre 1994.	1 500,00
Communications Richard Ferron	Réaliser la conception d'une cinéfiche sur la vidéocassette du Colloque sur les comportements pacifiques en milieu familial.	695,00
Composition Orléans Inc.	Réalisation des prêts-à-photographier du "compte rendu du Colloque sur les comportements pacifiques".	0
Concertation interrégionale des garderies du Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 050,00
Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00
Confédération des organismes provinciaux des personnes handicapées du Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES

LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : 01 - Secrétariat à la famille

p. 2

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Conférence des régions régionales de la Santé et des services sociaux	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	3 000,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille au Québec	Réalisation d'une monographie sur le "Mouvement familial au Québec".	4 000,00
Dame Plume Communications	Réaliser la production des films finaux et des "color key" de la version anglaise de l'arbre généalogique	415,00
Dame Plume Communications	Réaliser le montage technique, la photogravure et les retouches aux illustrations de la première édition de la broche "Être père : la belle aventure".	940,00
Dame Plume Communications	Conception et production graphique d'une brochure intitulée "Être père : la belle aventure".	1 000,00
Deleury, Édith Me	Étude sur l'opportunité d'introduire une présomption de garde conjointe en droit québécois et canadien.	3 500,00
Distribution et encarts Portneuf Inc.	Les opérations d'envois de 4 numéros du bulletin "Carnet de famille".	600,00
Fédération de l'Âge d'Or du Québec	Produire un répertoire des services et des projets d'aide aux enfants et aux familles offerts par les personnes aînées.	5 000,00
Fédération des associations des familles monoparentales du Québec Inc.	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995
LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES**

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : 01 - Secrétariat à la famille

p. 3

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Fédération des commissions scolaires du Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	3 000,00
Fédération des Unions de familles	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00
Fédération des unions de familles	Participation à la conférence organisée à Salt Lake City du 16 au 19 mars 1995.	500,00
Fédération des Unions de familles (La)	Faire la promotion auprès des organismes familiaux et communautaires afin de les inviter à s'inscrire au Colloque sur l'action municipale et les familles qui se tiendra à Blainville.	5 000,00
Femmes autochtones du Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00
Graphidée	Conception et production de la page couverture (couvert et dos) du Cahier des engagements du Forum sur la famille, du Plan d'action des partenaires en matière familiale, du Sommaire et de trois affiches.	1 750,00
Graphidée	Coordination et production de la numérisation de la ribambelle, des porte-noms, des autocollants, de la banderole et des panneaux de signalisation.	1 600,00
INRS-Culture et société	Effectuer toutes les démarches, rencontres, consultations, études, recherches et analyses requises pour réaliser le projet de programme pour le Colloque international sur l'enfance.	5 000,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES

LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : 01 - Secrétariat à la famille

p. 4

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Michaud, Monique	Services professionnels auprès du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale, qui a été mandaté par le Comité ministériel permanent des affaires culturelles et sociales pour élaborer un projet de politique gouvernementale concernant la violence conjugale et ses effets sur les enfants.	5 005,00
Ouellette, Monique Me	Étude sur l'opportunité d'introduire une présomption de garde conjointe en droit québécois et canadien.	2 500,00
Pratte, Marie Me	Étude sur l'opportunité d'introduire une présomption de garde conjointe en droit québécois et canadien.	2 500,00
Productions Armande St-Jean Inc.	Animer le Forum sur la famille et participer le cas échéant à des réunions ad hoc pour faire le point sur le déroulement du Forum.	3 500,00
Pro-page communications graphique inc.	Production de quatre (4) numéros de "Carnet de famille".	4 500,00
Regroupement interorganismes pour une politique familiale au Québec	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du mouvement familial.	1 875,00
Regroupement québécois du loisir municipal	Dans le cadre de la préparation du 3 ^e plan d'action en matière de politique familiale, participer aux travaux de la table sectorielle du monde municipal.	3 000,00
RM Communication design	Conception de trois esquisses et production, jusqu'aux films finaux, d'une page couverture pour un projet de politique sur les services à la petite enfance.	1 160,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES
LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995
LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : 01 - Secrétariat à la famille

p. 5

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FİRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Vidéo Femmes	Effectuer les recherches préparatoires à la réalisation d'une vidéo "Ceux qui restent" portant sur les personnes touchées par le suicide d'un de leurs proches dans les communautés autochtones.	4 000,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CONTRATS DE SERVICES DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05 Familles

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 02 Conseil de la famille

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	MONTANT DU CONTRAT
Lise Montminy	Effectuer des recherches et soutenir des démarches de consultation	2 250 \$
Groupe de recherche ETHOS,	(2e partie) effectuer une recherche sur les enjeux éthiques des interventions auprès des familles pour la conception d'un guide déontologique	3 900 \$
Jacques Nourrissat	Session de perfectionnement en groupe pour le personnel du Conseil	150 \$
Jean-Claude Michaud	Adaptation d'un document de travail visant à suggérer des balises pour l'intervention professionnelle ou communautaire auprès des membres de la famille	4 250 \$
Conseil d'orientation et de coordination de recherche sur la famille du Québec	Contribution comme partenaire associé pour la production d'une monographie présentant un bilan et les perspectives du mouvement familial au Québec.	1 000 \$
Les ateliers TAQ inc.	Expédition de documents	918 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION
OU DE RELATIONS PUBLIQUES DU 1^{ER} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995**

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 05 Familles

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 02 Conseil de la famille

NOM DES FIRMES DE COMMUNICATION OU DE RELATIONS PUBLIQUES S'ÉTANT VU ATTRIBUER UN CONTRAT	OBJET DU CONTRAT	DURÉE DU CONTRAT	CÔT DU CONTRAT
Benoît Harvey	Montage de l'Avis du Conseil: La famille ... composée autrement	11 jours	900 \$
Boum! Communication graphique inc.	Réalisation graphique d'une brochure destinée aux familles recomposées	35 heures	7 000 \$
EXPRESSIONS (Mme Danielle Stanton)	Conception et rédaction d'une brochure pour les familles recomposées	8 jours	2 600 \$
Monik Giguère	Graphisme et mise en page des trois numéros du Bulletin du Conseil		1 750 \$

**Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 9- Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes :
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE :**Secrétariat à la famille**

- | | | |
|---|---|--------------|
| - | La photocopie : | 27 614,91 \$ |
| - | Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement : | 3 931,00 \$ |

Conseil de la famille

- | | | |
|---|---|-----------|
| - | La photocopie : | 11 400 \$ |
| - | Le remboursement des frais de transport incluant ceux pour les congrès, colloques et perfectionnement | 22 000 \$ |
| - | Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement (au Québec seulement) | 3 500 \$ |

Les informations pour les autres catégories de dépenses sont intégrées à la réponse fournie pour l'ensemble du ministère du Conseil exécutif.

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE : Voir documents joints.

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme :
- a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances total pris par le personnel.

RÉPONSE : Voir documents joints.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL

ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

QUESTION 12

SECRETARIAT À LA FAMILLE

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles		9	18.5	119	86.5	9.5	0.5	7	5.5	15.5	6	19	296	
Heures supplémentaires compensées	68:45	100:30	74:30	6:00	3:00	16:00	72:30	60:30	10:30	79:15	154:30		646:00	17 981,24
Heures supplémentaires payées	88:00	12:00			11:30						16:00		127:30	3 293,62
Maladies	10.5	8.5	31.5	45.5	41	19.5	7	23.5	10	10	5	7.5	219.5	

7 avril 1995

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

CONSEIL DE LA FAMILLE

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	3.50	3	15.5	84.5	57.5	6.5	7.5	7	2.5	20	3.5	2.5	213.5	
Heures supplémentaires compensées														
Heures supplémentaires payées														
Réductions	22	61	20.5	3	5	4	5.5	9.5	2	3	4	3	142.5	

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 :
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi;
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

RÉPONSE : Voir documents joints.

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96
 MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 13

PROGRAMME 01

UNITÉ ADMINISTRATIVE: Secrétariat à la famille

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	1			1		
CADRES SUPÉRIEURS	2			2		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	9	2		8	2	1
TECHNICIENS						
PERSONNEL DE BUREAU	5		1	5	2	
OUVRIERS						
TOTAL	17	2	1	16	4	1*

* Les effectifs temporaires sont inclus dans le nombre de postes occupés (D)

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 13

PROGRAMME 05

UNITÉ ADMINISTRATIVE: CONSEIL DE LA FAMILLE

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES						
CADRES SUPÉRIEURS	1			1		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	4			4		
TECHNICIENS	1			1		
PERSONNEL DE BUREAU	2			2		
OUVRIERS						
TOTAL	8			8		

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

RÉPONSE : Voir document joint.

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 18

PROGRAMME: 01

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRETARIAT À LA FAMILLE

A)

NOMS	DATE ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE	PORT D'ATTACHE (ADRESSE)	CLASSIFICATION	TRAITEMENT \$
Quellet, Aubert	90.11.07	94.05.09	Secrétaire général associé	875, Grande Allée Est Québec	617.00	114 095,00
Bazin, Jean-Louis	94.05.09		Secrétaire général associé	875, Grande Allée Est Québec	618.00	90 900,00

B) 93 750,51 \$

C) 1

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 20- Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1994-1995.

RÉPONSE :

Secrétariat à la famille	19 600 \$
Conseil de la famille	0 \$

Secrétariat à la famille et Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 24- Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté

RÉPONSE : Le Conseil a prêté avec solde, mais sans aucun autre frais, les services de Mme Suzanne Lamy, technicienne en documentation, au Secrétariat national des commissions sur l'avenir du Québec pour agir comme responsable de la documentation, du 23 janvier 1995 au 28 avril 1995.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996**

PROGRAMME 05 - FAMILLE

Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers
I N D E X

Secrétariat à la famille

- 1- Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1994-1995.

- 2 à 12- Référées à l'Office des services de garde à l'enfance.

- 13- Plan d'action 1992-1994 de «Famille en tête»: bilan des activités au 31 mars 1995.

- 14- Bilan au 31 mars 1995 des subventions allouées par le Fonds famille avec, dans les cas de reconduction, l'organisme subventionné et une brève description du projet.

- 15- Bilan des activités du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille lors de l'Année et recommandations, s'il y a lieu.

- 16 et 17- Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Conseil de la famille

- 18- Mandats ministériels confiés au Conseil de la famille pour les années 1993-1994 et 1994-1995.

- 19- Liste et copie des avis publiés par le Conseil de la famille.

- 20 et 21- Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Secrétariat à la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

- 1- Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1994-1995.

RÉPONSE : Aucun mandat.

- 2 à 12- Questions référées à l'Office des services de garde à l'enfance.

Secrétariat à la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

- 13- Plan d'action 1992-1994 de «Famille en tête»: bilan des activités au 31 mars 1995.

RÉPONSE : Voir document joint.

BILAN SYNTHÈSE DU 2^e PLAN D'ACTION 1992-1994
N./Réf. : bilsynth.2

Le deuxième plan d'action s'inscrivait dans les orientations de la politique familiale qui visent à créer une société plus accueillante pour les parents et pour les enfants. Il contenait un ensemble de mesures prises par plusieurs ministères et organismes publics qui, chacun dans leurs secteurs, ont apporté une contribution spécifique au mieux-être des familles.

Les objectifs et les mesures contenus dans ce plan d'action ont été regroupés sous cinq orientations majeures : privilégier la prévention, favoriser la conciliation travail-famille, soutenir financièrement les familles, améliorer le milieu de vie des familles et poursuivre le virage familial.

1. Privilégier la prévention

Soutenir les parents dans leur rôle a été l'un des premiers objectifs retenus en matière de prévention. Afin d'appuyer les jeunes parents, le ministère de la Santé et des Services sociaux a prévu, dans son plan d'action jeunesse, la mise sur pied dans toutes les régions du Québec de services d'accompagnement durant la période de la grossesse jusqu'au vingt-quatrième mois après la naissance ainsi que des services de soutien parental tout au cours de la période de la petite enfance. Pour mieux soutenir les parents dans leur rôle, le ministère de la Sécurité publique a réalisé, pour sa part, à l'intention des commissions scolaires, un programme de sensibilisation à l'abus des drogues et de la toxicomanie. Le ministère de l'Éducation a réalisé et diffusé un répertoire d'initiatives de soutien de groupes d'entraide de parents en milieu scolaire.

En vue d'assurer le développement harmonieux des enfants et des adolescents, plusieurs mesures ont été réalisées. Parmi les mesures destinées à la petite enfance, on note la création d'un comité interministériel sur les services à la petite enfance avec mandat d'assurer une meilleure concertation entre les ministères et organismes concernés. Le comité a examiné les services à la petite enfance et produit un rapport qui présente la situation et qui propose des objectifs et des orientations. À l'intention des jeunes enfants, des ententes ont été conclues entre les CLSC et l'OSGE relativement à l'implantation de programmes d'intervention et de stimulation précoce dans les milieux défavorisés. L'OPHQ a défini des orientations en ce qui concerne l'intervention précoce auprès des enfants handicapés tandis que le MSSS a prévu, dans le plan d'action jeunesse, un plan de services individualisé pour chaque nouveau-né handicapé ou gravement malade. Parmi les mesures qui concernent l'école, retenons principalement celles du MEQ : la diffusion d'un répertoire «L'école et la famille» qui collige les initiatives portant sur l'implication des parents dans le suivi scolaire de leurs enfants et sur le soutien aux élèves du secondaire dans la réalisation de leurs travaux; la mise à la disposition des jeunes et des parents d'un coffret pédagogique pour leur fournir de l'information sur les moyens de prévenir les grossesses non-désirées et de contrer les maladies transmises sexuellement.

Dans le but de promouvoir les comportements pacifiques, un colloque international sur la violence dans les médias a été tenu en 1992, et un symposium sur la promotion de comportements pacifiques en milieu familial a eu lieu en 1993. Ce n'est que récemment que l'on a commencé à parler de la violence en milieu familial dans les communautés autochtones. Afin de développer des mécanismes de soutien destinés aux intervenants qui oeuvrent dans ces communautés, deux projets-pilotes de sensibilisation à la violence en milieu familial ont été menés auprès d'autant de communautés autochtones.

2. Favoriser la conciliation entre la famille et le travail

Un Comité, composé de représentants des principales organisations syndicales et patronales du Québec, a examiné les divers aspects de la question de l'adaptation des conditions de travail aux responsabilités des parents et a produit un guide destiné aux milieux de travail, *Conciliation travail-famille : un tandem de coeur ... et de raison*. Ce guide illustre la situation vécue par les travailleurs et les travailleuses qui assument des responsabilités familiales et, suggère une démarche pour l'implantation de mesures pouvant faciliter la conciliation entre le travail et la famille. Ce guide a été diffusé auprès des autorités des ministères et organismes gouvernementaux.

De même, les conciliateurs et médiateurs du ministère de l'Emploi ont été sensibilisés aux problèmes liés à la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ainsi qu'aux solutions concrètes applicables aux entreprises québécoises. Un article sur la question a aussi été publié dans le périodique *Le marché du travail* en septembre 1994.

Améliorer les services aux parents qui étudient ou travaillent à l'extérieur du foyer constituait un autre objectif inscrit dans le plan d'action. Ainsi, le développement des services de garde s'est poursuivi. Par ailleurs, des efforts de sensibilisation sur les possibilités de formation à distance ont été faits auprès des parents qui voudraient poursuivre leurs études collégiales à la maison. Finalement, en vue de la mise en place de programmes et de services adaptés aux jeunes parents, notamment les jeunes mères, pour leur permettre de compléter leurs études secondaires, un inventaire des services disponibles a été complété.

Des actions ont été entreprises à l'égard des familles monoparentales qui reçoivent des prestations de sécurité du revenu : la carte-médicament est maintenue pendant les six mois suivant l'intégration à un emploi; la priorité est accordée aux familles monoparentales pour l'accès à certains programmes, dont le Fonds d'initiatives régionales.

3. Soutenir financièrement les familles

En vue d'améliorer les programmes de soutien financier à l'égard des enfants et en maintenir l'équité, premier objectif en matière de soutien financier aux familles, des travaux préliminaires ont été menés afin notamment de simplifier les programmes de soutien à l'égard des enfants. Les allocations pour enfants et les crédits d'impôt pour enfant ont été indexés au coût de la vie en 1992 et 1993. De plus, les montants pour enfants à charge et les crédits d'impôt ont été bonifiés notamment pour la garde d'enfants. Ainsi, à compter de l'année 1994, un crédit d'impôt remboursable remplace la déduction pour frais de garde.

Le Secrétariat à la famille a coordonné et participé aux travaux interministériels qui ont procédé à la révision des programmes de remplacement du revenu de travail durant le congé de maternité et le congé parental.

Des travaux ont été menés par un comité interministériel en vue de faciliter l'établissement des montants et la perception des pensions alimentaires. Un projet de loi (Loi favorisant le paiement des pensions alimentaires) a été présenté en 1995 par la ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine. Ce projet de loi a pour objet d'établir de quelle manière et suivant quelles modalités s'effectuera l'exécution des jugements accordant des aliments sous forme de pension aux créanciers alimentaires. Le Secrétariat à la famille a collaboré à la détermination d'une méthode de calcul des montants à verser aux enfants.

Enfin, une campagne d'information a été menée afin de faire connaître aux chefs de familles monoparentales les avantages qu'ils peuvent retirer du nouveau programme APPORT II, en particulier quant aux dispositions touchant les pensions alimentaires.

4. Améliorer le milieu de vie des familles

On reconnaît comme particulièrement problématique la situation des enfants qui vivent en dehors d'un milieu familial stable. Le plan d'action prévoyait trois mesures à cet égard : réviser les situations d'enfants placés depuis plus d'un an et élaborer un projet de vie stable pour ceux qui sont en situation d'abandon; augmenter le nombre de familles d'adoption qui acceptent d'être familles d'accueil pour des enfants ayant peu de chance de retourner dans leur famille et qui pourront les adopter s'ils deviennent libres pour l'adoption; développer des services post-adoption pour répondre aux besoins spécifiques des familles adoptives. Les Orientations en matière d'adoption, rendues publiques en 1994 par le MSSS, sous le thème «L'adoption : un projet de vie», répondent à ces préoccupations.

La qualité du milieu de vie d'une famille dépend, pour une bonne part, des programmes et des services mis à sa disposition et de leur adaptation à ses besoins spécifiques. Dans cette optique, l'accent a été mis sur des mesures visant à faciliter la pratique d'activités culturelles, touristiques et de loisir en famille.

Dans le secteur du loisir, des aires de jeux pour enfants ont été construites dans deux parcs et un plan triennal de promotion du réseau de parcs québécois a été élaboré. Le concept de pratique d'activités physiques en famille «Familles en santé» a été implanté dans plus de 160 municipalités. De plus, divers instruments ont été produits pour inciter les autorités municipales et scolaires à accroître la mise en commun de leurs équipements dont un guide pratique sur l'élaboration et la gestion des ententes.

En matière culturelle, des ententes-cadres de développement culturel ont été conclues entre les organismes de ce secteur et plusieurs municipalités afin de mieux adapter les programmes au besoin des familles.

En matière de tourisme, des informations sur les activités et les services offerts aux familles en milieu hôtelier et de camping ont été recueillies et transmises aux ATR pour être intégrées aux guides touristiques régionaux et un recueil de ces informations a été réalisé pour les préposés à l'accueil du réseau Tourisme Québec. Un volet familial a été intégré dans les cours donnés aux intervenants touristiques et des représentations visuelles de la famille ont été intégrées aux publications et aux campagnes publicitaires.

Enfin, de façon à favoriser l'accessibilité des équipements touristiques, culturels et de loisir aux familles comptant une personne handicapée, les informations sur l'accessibilité de ces équipements ont été mises à jour et diffusées. Un comité de travail a été chargé de l'uniformisation et de la promotion de symboles d'accessibilité universelle.

Le MEQ a réalisé et diffusé un feuillet incitatif à la tenue d'une journée Famille-Ecole dans les écoles de niveau primaire et secondaire et a mis à la disposition du personnel scolaire des activités de perfectionnement sur la relation famille-école. On visait ainsi à favoriser le partenariat famille-école.

Diverses actions ont également été menées afin d'accroître l'engagement des municipalités à l'égard des familles. Parmi celles-là, mentionnons la diffusion aux élus municipaux de deux guides intitulés «Les municipalités et les familles» et «L'habitation et les familles», réalisés par le ministère des Affaires municipales. Ces guides fournissent toute une gamme d'informations notamment, pour développer dans les municipalités des mécanismes de concertation en matière de politique familiale et pour développer de nouvelles formules en matière de services aux familles. Le ministère des Affaires municipales a apporté son soutien technique et financier à des activités de sensibilisation, d'information et de formation réalisées par le Carrefour «Action municipale et familles» à l'intention des intervenants du milieu municipal, tels le colloque annuel pour l'action municipale et les familles. Enfin, les unions municipales ont été invitées à présenter une clinique ou un atelier sur la famille lors de leur congrès annuel.

Le logement fournit souvent la première indication de la qualité du milieu de vie. Afin de mieux adapter l'habitation aux besoins des familles, la SHQ a réalisé 1934 unités de logements sociaux destinés aux familles, et un plan

d'implantation graduelle d'équipements et de services dans les HLM pour familles est en cours d'élaboration. La SHQ a également participé à la réalisation d'un concours d'architecture «L'art de vivre en ville» tenu conjointement avec la ville de Montréal et la SCHL.

5. Poursuivre le virage familial

Afin que l'enfant et sa famille se sentent bien accueillis dans tous les milieux, le Secrétariat à la famille a réalisé une campagne de promotion sur l'importance de l'enfant et de son accueil dans tous les milieux. Des efforts ont été faits pour associer les principaux partenaires socio-économiques à la célébration de l'Année internationale de la famille. Une subvention de 1,425M\$ a été versée par le Secrétariat à la famille pour financer Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille. Le conseil d'administration de ce Bureau était formé des représentants des partenaires socio-économiques et était responsable de la promotion et de la coordination d'un programme diversifié d'activités dans chaque région et dans l'ensemble du Québec. Le Secrétariat à la famille et la Société d'habitation du Québec ont soutenu l'organisation du Colloque international «Action municipale et familles» tenu à Blainville en juin 1994.

Pour favoriser de meilleures relations au sein des familles, l'accent a été mis sur le rapprochement père-enfant. Ainsi, le rôle du père a constitué l'un des éléments de la campagne de promotion sur la place de l'enfant dans notre société, réalisée en 1994. Une brochure «Etre père : la belle aventure» a été diffusée à 40 000 exemplaires. Le partage des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes a constitué un autre des thèmes retenus. Un questionnaire portant sur le partage des tâches et des responsabilités domestiques et parentales a été préparé par le Secrétariat à la famille et distribué à plus de 50 000 exemplaires, notamment dans le cadre des cours prénataux offerts par les CLSC. Finalement, le Secrétariat à la famille et le ministère de l'Éducation ont encouragé et soutenu l'engagement des aînés dans des projets d'aide aux jeunes en regard de leur vie scolaire et dans le développement de projets d'aide aux parents de jeunes enfants.

Afin d'assurer la concertation entre les principaux partenaires dont l'action a un impact sur les familles, un fonds d'initiative, le Fonds famille, a été institué pour appuyer le développement de projets expérimentant des approches d'intervention nouvelles aux problèmes que rencontrent les familles. Au total une somme de 1 100 000 \$ a été versée dans le cadre de cette mesure et 23 projets ont été financés.

Pour permettre aux organismes familiaux, syndicaux, patronaux, municipaux et gouvernementaux d'échanger sur les orientations, les objectifs et les mesures du 3^e plan d'action, une rencontre s'est tenue à Montréal en mars 1994. Des tables sectorielles ont été mis sur pied avec mandat de préparer des propositions d'engagements en vue du 3^e plan. Par ailleurs, les 22 et 23 février 1995, dans le cadre du 3^e plan d'action, s'est tenu le Forum sur la famille, qui a réuni plus de 60 partenaires provenant du mouvement familial, du monde municipal, du monde du travail, du réseau de la santé et des services sociaux, du réseau de l'éducation et du réseau gouvernemental. Ce fut l'occasion de rendre publics les engagements que ces partenaires ont pris dans le 3^e plan d'action.

Des efforts ont été faits également pour promouvoir le développement de la recherche sur la famille et en assurer la diffusion. Ces efforts ont donné lieu à la création de deux partenariats de recherche : «Familles et dynamiques intergénérationnelles» et «Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille». Le ministère du Revenu a réalisé un document présentant des informations sur la situation fiscale des familles. Cette publication paraîtra en juin 1995.

Secrétariat à la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

- 14- Bilan au 31 mars 1995 des subventions allouées par le Fonds famille avec, dans les cas de reconduction, l'organisme subventionné et une brève description du projet.

RÉPONSE : Voir document joint.

FONDS FAMILLE
N/Réf. : 25702101.C01

FAITS SAILLANTS :

Fonds famille I (1993-1995)

Le Fonds famille I était un programme conjoint du Secrétariat à la famille et du Conseil québécois de la recherche sociale destiné à soutenir des projets novateurs qui rejoignent les réalités des familles d'aujourd'hui. Le Fonds famille couvrait deux années financières, soit 1993-1994 et 1994-1995, et son budget total était de 1 100 000\$.

Le Fonds famille a voulu favoriser des projets visant la mise au point, l'expérimentation et l'évaluation de nouvelles méthodes d'intervention ou encore l'adaptation d'approches existantes, de façon à ce qu'elles correspondent mieux aux besoins et aux réalités des familles.

Les organismes admissibles à ce Fonds étaient les organismes sans but lucratif oeuvrant auprès des familles, les comités de parents, les entreprises privées, les coopératives et les organisations syndicales du secteur privé. Cependant, afin d'assurer une utilisation optimale des ressources existantes, ces organismes devaient s'associer un partenaire du secteur municipal, du réseau de l'enseignement ou de celui de la santé et des services sociaux.

La date limite pour le dépôt de projets était le 1^{er} avril 1993 et 183 projets ont été reçus. Deux comités de sélection formés de personnes provenant des divers milieux concernés ont été mis sur pied pour faire l'analyse des projets admissibles. 23 projets ont été retenus pour le financement.

Les rapports finals des projets seront déposés entre le 1^{er} mai et le 1^{er} octobre 1995. Une publication sera réalisée afin de présenter une synthèse des résultats de ces projets expérimentaux.

Nom du responsable : Gilles Meunier
Date : 95.03.21

PROJETS SUBVENTIONNÉS DANS LE CADRE DU FONDS FAMILLE

POUR LES ANNÉES 1993-1994 ET 1994-1995

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet		S.F.	C.O.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-002	Breaking the cycle: Preventing drug abuse in children of substance abusers through family intervention Saint-Jérôme	Expérimentation d'un programme visant à briser le cercle de l'abus de drogue en identifiant les familles à haut risque et en intervenant à trois niveaux: les parents, les enfants et la famille	1993-94 1994-95 TOTAL	12 658\$ 4 000\$ 16 658\$	31 875\$ 0\$ 31 875\$	Pavillon André Boudreau	Université de Montréal
93-007	Corvée famille en Beauce Saint-Georges	Expérimentation d'une approche pour venir en aide aux familles en difficulté par des moyens de parrainage familial et de formation de groupes d'entraide, en faisant appel aux ressources du milieu	1993-94 1994-95 TOTAL	16 206\$ 23 730\$ 39 936\$	0\$ 0\$ 0\$	Maison de la famille Beauce-Etchemins	Centre jeunesse Chaudière-Appalaches
93-013	L'école des parents Montréal	Expérimentation d'un programme de formation basé sur des techniques de jeux de rôles et l'approche systémique pour aider les parents à améliorer leur compétence parentale et à prévenir les difficultés d'adaptation des enfants	1993-94 1994-95 TOTAL	28 300\$ 15 000\$ 43 300\$	0\$ 0\$ 0\$	IFACEF	Université du Québec à Montréal
93-016	Mise au point et évaluation d'un programme de soutien parental: Vie de famille, de la discipline à l'amour Québec	Expérimentation d'un programme de soutien parental pour améliorer la compétence des parents et les aider à mieux assumer leur rôle axé sur la prévention et en privilégiant le développement de connaissances, d'attitudes et d'habiletés encourageant l'instauration et le maintien d'une discipline adéquate auprès des enfants	1993-94 1994-95 TOTAL	26 071\$ 39 279\$ 65 350\$	0\$ 0\$ 0\$	Entraide-Parents	Université Laval
93-018	Je passe partout Montréal	Expérimentation d'un programme visant à impliquer les parents dans une démarche d'autonomie par rapport aux tâches académiques, notamment par une sollicitation régulière de l'implication des parents et par des visites à domicile pour les conseiller sur la gestion de la période d'études de leur enfant	1993-94 1994-95 TOTAL	22 716\$ 22 021\$ 44 737\$	0\$ 0\$ 0\$	Je Passe Partout	École Hochelaga École Baril
93-026	Écritures familiales Sherbrooke	Expérimentation d'un modèle d'intervention sociale préventive auprès d'un groupe de familles défavorisées basé sur la mémorisation, l'expression orale, écrite, graphique des histoires familiales qui aboutira à la production d'un livre ou d'une vidéo, en vue d'instaurer de meilleures relations à l'intérieur et à l'extérieur de la famille	1993-94 1994-95 TOTAL	12 000\$ 23 500\$ 35 500\$	26 250\$ 0\$ 26 250\$	Ligue pour l'Enfance	Université de Sherbrooke
93-028	Des visites-parloirs pour les mères incarcérées et leurs enfants Montréal	Expérimentation d'un programme de visites-parloir pour les prévenues et les détenues ayant des enfants d'âge scolaire en vue de maintenir des liens entre la mère détenue et son enfant dans un contexte facilitant la communication	1993-94 1994-95 TOTAL	24 156\$ 22 956\$ 47 112\$	20 350\$ 0\$ 20 350\$	Continuité famille auprès des détenues (C.F.A.D.)	Maison Tanguay
93-030	Programme cadre de stimulation à l'efficacité parentale Victoriaville	Expérimentation d'un programme cadre de stimulation à l'efficacité parentale auprès d'un groupe de familles qui seront évaluées selon quatre variables: l'efficacité parentale, la compétence parentale, le partage de la responsabilité et l'environnement familial	1993-94 1994-95 TOTAL	34 973\$ 25 000\$ 59 973\$	0\$ 0\$ 0\$	Agence de service de garde en milieu familial La Marelle	Université du Québec à Trois-Rivières

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet	S.F.	C.O.S.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires	
93-050	Carrefour-famille Saint-Romuald	Expérimentation d'un programme visant à fournir aux familles un lieu de référence, d'accueil et d'écoute qui leur permettra de s'exprimer sur leur vécu et de trouver des solutions aux problèmes qu'elles vivent, un lieu qui stimule, supporte et encourage l'émergence et le développement de projets locaux et régionaux	1993-94	0\$	Carrefour-famille Chutes-de-la-Chaudière	CLSC Chutes-de-la-Chaudière Commission scolaire Chutes-Chaudière DSC Hôtel-Dieu-de-Lévis	
			1994-95	25 200\$			0\$
			TOTAL	24 800\$			0\$
93-056	Expérimentation et évaluation de l'implantation de la Maison Ouverte de Québec Charlesbourg	Expérimentation de la formule d'un lieu de rencontre pour les 0-4 ans accompagnés de leur parent ou d'un adulte proche où ils apprennent en pleine sécurité affective à construire leur identité sociale et à préparer en douceur la transition maison-société	1993-94	20 220\$	La Maison Ouverte Inc.	Centrale de l'Enseignement du Québec	
			1994-95	24 617\$			0\$
			TOTAL	44 837\$			21 000\$
93-061	Parents input Program Pincourt	Expérimentation d'un processus de formulation de programme avec l'intervention directe des parents en vue d'élaborer un guide pour la formation des parents, d'établir des liens entre les groupes de parents et les ressources communautaires et d'encourager les parents à utiliser ces ressources	1993-94	11 008\$	Edgewater School - School Committee	Commission scolaire Lakeshore	
			1994-95	7 000\$			0\$
			TOTAL	18 008\$			1 317\$
93-069	Collaboration famille garderie Québec	Expérimentation de l'adaptation du programme américain «Collaboration parent-éducateur de service de garde» (Dean 1992) dans trois garderies de milieu défavorisés en vue de développer chez les parents et les éducateurs des habiletés de communication	1993-94	10 223\$	Garderie St-Jean-Baptiste Garderie Aux mille pattes Garderie Allo mon ami	CLSC Haute-Ville CLSC Le Phare CLSC Laurentien	
			1994-95	7 734\$			0\$
			TOTAL	17 957\$			17 103\$
93-070	Vivre le musée en famille Québec	Expérimentation d'un programme visant à faire découvrir aux familles défavorisées une institution culturelle de qualité et à leur démontrer que les musées sont des endroits qu'elles peuvent fréquenter et que l'information qui y est véhiculée est adaptée	1993-94	28 282\$	Association des Amis du Musée de la civilisation	Musée de la civilisation	
			1994-95	16 312\$			0\$
			TOTAL	44 594\$			0\$
93-080	Carte des cas vécus pour enfants en difficulté Sherbrooke	Expérimentation d'un programme de formation par l'analyse de cas, adapté selon un prototype entièrement nouveau en vue d'amener les éducatrices de garderie à travailler avec les parents d'enfants en difficulté d'intégration lors de séances de prévention	1993-94	23 897\$	Regroupement des Garderies des Cantons de l'Est	Université de Sherbrooke	
			1994-95	15 093\$			0\$
			TOTAL	38 990\$			8 198\$
93-102	Formation «Penser et agir famille» pour les décideurs municipaux Rivière-du-Loup	Expérimentation d'un programme de formation sur mesure pour les conseillers et conseillers municipaux ainsi que les fonctionnaires municipaux en vue d'amener le conseil de ville à prendre des décisions tenant compte du contexte familial	1993-94	20 452\$	L'AFEAS de Rivière-du-Loup	Ville de Rivière-du-Loup DSC du Centre hospitalier régional du Grand-Portage	
			1994-95	16 591\$			0\$
			TOTAL	37 043\$			0\$

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet	S.F.	C.O.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-117	Projet médiaphone Montréal	Expérimentation d'une nouvelle technologie en communication de masse grâce à des logiciels permettant de faire de grandes quantités de téléphones et d'envoyer de grandes quantités de télécopieurs en provenance du poste de police pour avertir d'un danger ou pour demander de l'aide	6 150\$ 2 850\$ 9 000\$	0\$ 0\$ 0\$	Parents-Secours Tétreaultville	Caisse Populaires Desjardins du quartier Mercier dans Montréal
93-129	La médiation au service des familles recomposées Victoriaville	Expérimentation d'un programme de formation préventif et éducatif pour des personnes en famille recomposée vivant des difficultés d'adaptation, dans le but que celles-ci deviennent des aidants naturels auprès de leurs pairs	19 250\$ 21 250\$ 40 500\$	15 584\$ 0\$ 15 584\$	La Source Fédération des associations de familles monoparentales du Québec	Université du Québec à Montréal
93-131	Mon enfant, son école et moi Amqui	Expérimentation de l'organisation d'activités préventives et éducatives pour les parents ayant des enfants en difficultés scolaires en vue de faciliter leur rôle d'agents éducateurs, en complémentarité avec l'école	14 000\$ 18 810\$ 32 810\$	0\$ 0\$ 0\$	Comité de pastorale familiale d'Amqui	CLSC de la Vallée
93-132	Les mamie papi Montréal	Expérimentation d'un modèle d'intervention faisant intervenir auprès des familles à risque des aînés désireux de mettre à contribution leur expérience pour les aider	14 500\$ 18 000\$ 32 500\$	22 320\$ 0\$ 22 320\$	Maison des Grands-Parents	CLSC Villeray
93-135	Action famille-garderie: Outiller pour mieux agir Sherbrooke	Expérimentation d'un programme visant à mieux outiller et supporter le milieu familial et la garderie pour une prise en charge globale permettant le dépistage et une intervention précoce des difficultés psycho-social affectives vécues chez les jeunes enfants et leur entourage	14 500\$ 23 000\$ 37 500\$	0\$ 0\$ 0\$	SPEC Tintamarre Inc.	Université de Sherbrooke
93-142	Ensemble: maître de soi Buckingham	Expérimentation de l'utilisation des arts martiaux comme médium en impliquant les parents dans une démarche d'autodiscipline de jeunes de 6 à 12 ans qui ont des difficultés telles que l'agressivité, des troubles d'apprentissage, des problèmes de comportement	11 000\$ 11 100\$ 22 100\$	11 000\$ 0\$ 11 000\$	Maison de la Famille Vallée-de-la-Lièvre	CLSC Vallée-de-la-Lièvre
93-152	Projet auprès des jeunes filles et des familles latino-américaines en difficulté Montréal	Expérimentation d'un programme d'intervention de nature préventive auprès des familles latino-américaines comportant la création de groupes de jeunes filles, le lancement de groupes d'entraide pour les parents et un plan de communication par la radio	28 218\$ 31 750\$ 59 968\$	7 003\$ 0\$ 7 003\$	Association Latino- Américaine de Côte-des- Neiges	CLSC Côte-des-Neiges
93-169	Intervenir sur la culture violente Longueuil	Expérimentation d'un programme visant à rendre les parents plus critiques et à les outiller face à la culture et aux passions des enfants qui leur demandent souvent de consommer de la culture violente	9 650\$ 6 600\$ 16 250\$	18 000\$ 0\$ 18 000\$	Des jouets pour la paix (Pacjou) Inc.	Commission scolaire Jacques-Cartier

**Secrétariat à la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

- 15- Bilan des activités du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille lors de l'Année et recommandations, s'il y a lieu.

RÉPONSE : Voir document joint.

**BILAN DES ACTIVITÉS DU BUREAU QUÉBÉCOIS DE L'ANNÉE
INTERNATIONALE DE LA FAMILLE
N/Réf.: 12421901.C95**

I. CONTEXTE

La création du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille (BQAIF) a été annoncée par la ministre responsable de la Famille lors d'une conférence de presse le 11 décembre 1992. Elle constituait la réalisation de la mesure numéro 75 du second plan d'action Familles en tête 1992-1994 dont le libellé est le suivant:

Associer les principaux partenaires socio-économiques à la célébration de l'Année internationale de la famille en soutenant la création d'un Bureau formé de leurs représentants et responsable de promouvoir et de coordonner un programme diversifié d'activités dans chaque région et dans l'ensemble du Québec.

Le Bureau est un organisme sans but lucratif, incorporé en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, composé de personnes représentant les principaux intervenants socio-économiques au Québec.

Le mandat que s'est donné le Bureau est le suivant :

- ▲ assurer la réalisation d'un programme d'activités, tant au niveau local, régional que national, pour la préparation et la célébration de l'Année internationale au Québec;
- ▲ coordonner la tenue d'activités thématiques régionales en 1993 et 1994 sur les objectifs à poursuivre en matière familiale d'ici l'an 2000;
- ▲ promouvoir une participation effective de tous les secteurs aux activités de l'Année internationale de la famille, notamment les familles et les organismes qui les représentent, les organisations syndicales et patronales, les entreprises privées, les organismes publics et parapublics, les organisations coopératives, les municipalités, les ministères et les organismes gouvernementaux;
- ▲ sensibiliser l'opinion publique à l'importance de reconnaître la famille comme l'une des ressources-clé du développement de la société québécoise;
- ▲ susciter les contributions financières des différents partenaires socio-économiques;
- ▲ gérer un fonds de subventions destiné à promouvoir et à soutenir la réalisation du programme d'activités; et
- ▲ établir les bases de l'action à poursuivre à l'égard des familles au-delà de l'Année internationale de la famille.

Sa composition

Le Bureau est composé de la façon suivante :

- ▲ Une coprésidente et un coprésident, deux personnes ayant des responsabilités familiales et bien connues de l'ensemble de la population du Québec en raison de leurs réalisations. Ces deux personnes ont la responsabilité de faire connaître le Bureau, de le représenter lors d'événements majeurs, de faire la promotion de l'Année internationale et de convaincre le plus grand nombre de personnes et de groupes de la nécessité de faire une meilleure place aux enfants et à leurs parents dans la société québécoise.

- ▲ Vingt personnes désignées par les principaux partenaires socio-économiques dont l'action peut avoir un impact important sur les familles. Ces personnes sont désignées par des organisations oeuvrant dans les secteurs suivants:

- le mouvement familial : 5
- les organisations syndicales : 4
- les organisations patronales et coopératives : 4
- les établissements d'enseignement : 2
- les établissements de services sociaux : 2
- le monde agricole : 1
- les municipalités : 2

- ▲ Deux personnes représentant le milieu gouvernemental:

- le Conseil de la famille : 1
- le Secrétariat à la famille : 1

La coprésidente et le coprésident sont nommés par la ministre responsable de la Famille. Les autres personnes sont désignées par les organisations qu'elles représentent.

L'ensemble des membres du Bureau forme le conseil d'administration, qui détermine les politiques et les orientations de l'organisme, élit parmi ses membres une personne comme présidente du conseil et adopte des règlements établissant les règles de fonctionnement du Bureau. Les représentants du Conseil de la famille et du Secrétariat à la famille participent aux réunions du conseil d'administration, mais n'ont pas droit de vote.

Ses ressources

Le Secrétariat à la famille a fait les démarches nécessaires pour que, dès le début de ses opérations, le Bureau puisse compter sur cinq personnes, dont les services sont prêtés par différents ministères ou organismes ayant accepté d'apporter une contribution particulière à l'Année internationale de la famille. Il s'agit des ministères de l'Éducation, des Affaires culturelles, de la Santé et des Services sociaux et du Conseil exécutif, de même que de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Le Secrétariat a également pris les arrangements nécessaires pour que le personnel prêté au Bureau par les divers ministères puisse être logé sans frais, à Montréal.

Le Secrétariat à la famille verse au Bureau une subvention globale de 1 425 000 \$ répartie sur trois ans:

55 000 \$ au cours de l'année financière 1992-1993;

700 000 \$ au cours de l'année financière 1993-1994;

670 000 \$ au cours de l'année financière 1994-1995.

Cette subvention sert à trois fins : assurer le fonctionnement du Bureau, organiser les rencontres thématiques régionales et financer des projets présentés par des organismes locaux, régionaux et nationaux pour souligner l'Année internationale de la famille.

Le BQAIF a terminé ses travaux en décembre 1994 avec la fin de l'Année internationale de la famille.

2. ACTIVITÉS

Dans le cadre de l'AIF, le BQAIF a tenu diverses activités, dans le cadre de sa programmation régionale et nationale.

a) La programmation régionale

Partout au Québec, les 16 tables multisectorielles régionales ont organisé différents événements qui ponctuent l'Année internationale de la famille. Cette programmation a tenu compte des besoins et points de vue exprimés par les populations concernées lors des 300 activités de réflexion menées de septembre à décembre 1993.

Les tables multisectorielles régionales ont également produit un rapport de l'ensemble des activités de réflexion tenues sur le territoire québécois intitulé **La vie : format familial**.

Par ailleurs, des représentants et représentantes de l'ensemble des tables multisectorielles régionales ont participé au Forum sur la famille les 22 et 23 février 1995 à Québec. Ils ont eu l'occasion de présenter le bilan de l'action régionale depuis 1993, la situation des familles à travers le Québec, les orientations et les engagements des différentes régions qui poursuivront leurs actions au-delà de l'Année internationale de la famille et les aspirations des régions en matière de politique familiale.

b) La programmation nationale

Voici des exemples d'activités nationales tenues à l'occasion de l'Année internationale de la famille :

Décembre 1993

Émission de lancement à la télévision «Ensemble, l'Année internationale de la famille»

Janvier 1994

Chroniques : Tout ce que vous voulez savoir sur l'Année internationale de la famille

"Familiarité", film produit par l'ONF

Première grande conférence UQAM/Le devoir sur la famille : Grands-parents : plus qu'une mémoire?

Février 1994

Forum sur la fiscalité des familles

Mars 1994

Cahier spécial : La famille s'affiche

Deuxième grande conférence UQAM/Le Devoir sur la famille : Parents: jongleurs!

Avril 1994

Sondage et débat public : La paternité en perspectives

Mai 1994

Publication : Conciliation travail-famille

Célébration : Première journée internationale de la famille

Célébration : Le Rendez-vous familial

Troisième grande conférence UQAM/Le Devoir sur la famille :
Adolescents : lucide

Août et septembre 1994

Activités sportives : Familles sportives

Septembre 1994

Sondage : Les adolescents et leurs milieux de vie

Émissions de télévision pour enfants : Bibi et Geneviève, Télé-
pirate

Quatrième grande conférence UQAM/Le Devoir sur la famille :
Enfants : la vie en confetti!

Publication : Le livre de la famille

Octobre 1994

Débat public : Féminisme et famille

Spectacle : Les berceuses du monde

Événement : Téléglobe Canada reçoit la famille

Une pléiade d'événements : La Semaine nationale de la famille : 10
ans déjà!

Décembre 1994

Cinquième grande conférence UQAM/Le Devoir sur la famille : Famil-
les : un défi à notre imagination!

Clôture de l'Année internationale

**MEMBRES DU BUREAU QUÉBÉCOIS
DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE**

COPRÉSIDENTE

- * Madame Janine Sutto
- * Monsieur Jacques L'Heureux

ORGANISMES FAMILIAUX

- * Madame Marie-Suzie Brédy-Wèche, directrice de la maison Transit 24 et représentante de la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec;
- * Madame Denise T. Casimir, présidente du Comité québécois de l'Union internationale des organismes familiaux;
- * Madame Jacqueline Desjardins, de la Fédération de l'Âge d'Or du Québec;
- * Monsieur Jacques Lizée, directeur général de la Fédération des Unions de famille et président du Comité québécois de la Semaine nationale de la famille;
- * Monsieur René Pagé, ex-président du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec;

SECTEUR DE L'ÉDUCATION

- * Monsieur Guy Beaudin, Fédération des commissions scolaires du Québec;
- * Madame Benjamin Teitelbaum, Association des commissions scolaires protestantes;

SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- * Madame Lise Denis, directrice générale, Régie régionale de Laval;
- * Madame Monique Tessier, coordonnatrice des services courants au CLSC Villeray, et représentante de la Fédération des Centres locaux de services communautaires;

MUNICIPALITÉS

- * Monsieur Normand Plouffe, maire de Saint-Antoine et représentant de l'Union des municipalités du Québec;
- * Monsieur Florian St-Onge, maire de Carillon, préfet de la MRC Argenteuil et vice-président de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec;

MOUVEMENT COOPÉRATIF ET ORGANISMES PATRONAUX

- * Monsieur Dominique De Pasquale, directeur des relations aux Affaires publiques de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins;
- * Madame Pierrette Boivin, représentante de l'Association des manufacturiers du Québec (une division de l'AMC) et chef associée du Contentieux et secrétaire adjointe, Northern Telecom;
- * Madame Gail Grant, rédactrice-analyste du Conseil du patronat du Québec;

ORGANISMES SYNDICAUX

- * Madame Monique Richard, vice-présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec;
- * Monsieur François Vaudreuil, vice-président de la Centrale des syndicats démocratiques;
- * Madame Claudette Carbonneau, première vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux;
- * Madame Michèle Brouillette, vice-présidente de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec;

GOUVERNEMENT

- * Monsieur Bernard Fortin, président du Conseil de la famille;
- * Monsieur Jean-Louis Bazin, secrétaire général associé à la famille.

Nom du responsable : Francine Samson
Date : 95.03.17

Secrétariat à la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

16 et 17-

Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

RÉPONSE : Les plans stratégiques qui ont été préparés par le Ministère afin d'expliquer leurs choix budgétaires et donner de l'information sur le contenu et l'évolution de leurs programmes se retrouvent au chapitre 7 du Livre des crédits 1995-1996, renseignements supplémentaires.

Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

- 18- Mandats ministériels confiés au Conseil de la famille pour les années 1993-1994 et 1994-1995.

RÉPONSE :

Le 19 mai 1993, la ministre déléguée à la famille mentionnait les sujets suivants qu'elle souhaitait voir traités par le Conseil de la famille, le premier en priorité:

- les familles recomposées
- la garde partagée
- la famille et les grands-parents
- la famille et l'école.

Ces mandats sont réalisés sauf le dernier portant sur la famille et l'école qui est en voie de réalisation imminente. Ce dernier sera traité en fonction des États généraux de l'éducation.

Au cours d'une rencontre avec le Conseil, le 2 novembre 1994, la ministre responsable de la Famille exprimait les préoccupations suivantes sans les traduire toutefois en mandats particuliers:

- la perception des pensions alimentaires
- la réforme des services sociaux envisagée par le gouvernement fédéral.

Un mémoire sur le projet de loi favorisant la perception des pensions alimentaires a été produit. Quant à l'examen de la réforme des programmes sociaux envisagée par le gouvernement fédéral, l'actualité en diffère la pertinence.

Dans le cadre de la réalisation du 3^e Plan d'action de la politique familiale, la Ministre confiera sous peu d'autres mandats au Conseil de la famille.

**Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

- 19- Liste et copie des avis publiés par le Conseil de la famille.

RÉPONSE :

Les familles ... composées autrement, 1995, 75p.

Mémoire sur la loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, 1995,
10p.

Conseil de la famille
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

20 et 21- Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

RÉPONSE : Les plans stratégiques qui ont été préparés par le Ministère afin d'expliquer leurs choix budgétaires et donner de l'information sur le contenu et l'évolution de leurs programmes se retrouvent au chapitre 7 du Livre des crédits 1995-1996, renseignements supplémentaires.